



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 17/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HUCKERT

HECKLEACKER
68600 Biesheim

Références : 0006700220_2024_09_06_HUCKERT_VIIC_suivi echéances
Code AIOT : 0006700220

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2024 dans l'établissement HUCKERT implanté HECKLEACKER ZERC1 68600 Biesheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUCKERT
- HECKLEACKER 68600 Biesheim
- Code AIOT : 0006700220
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est une gravière en eau. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 4 septembre 2015. L'autorisation est délivrée jusqu'au 31 janvier 2042. La vitesse d'extraction autorisée est en moyenne de 150 000 t/an.

L'autorisation inclut une installation de transit de matériaux de 42 000 m².

Enfin, le site comporte également une installation de traitement de matériaux relevant du régime de la déclaration. Cette installation a été déclarée en 2021.

Contexte de l'inspection :

Suite à mise en demeure (Arrêté de mise en demeure du 11 avril 2023)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesure ERC (MR1)	AP de Mise en Demeure du 11/04/2023, article 2	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité sur le point de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure ERC (MR1)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/04/2023, article 2			
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure MR1			
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté et conformément aux prescriptions de l'article 1.11.1 de l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2015 susvisé, l'exploitant se conforme aux dispositions suivantes :			
<i>L'exploitant met en œuvre les mesures d'évitement, réduction d'impact et compensatoires et réalise les aménagements, définis ci après :</i>			
propositions	mesures	localisation	échancier
MR1 <i>reconstituer un habitat de substitution similaire pour la Minuartie (talus à sec):</i> <i>- à l'Est (partie Nord du talus Est),</i> <i>- et à l'Ouest (au nord du bâtiment bureau/logement)</i>	(...)	(...)	(...)
(...)	(...)	(...)	
Reconstituer 2eme zone d'accueil : 1 ou 2 terrasses graveleuses	Restructuration progressive de la partie inférieure du talus à sec en limite à l'Est (partie Nord du talus Est)	- pour partie « A » avant fin 2015 (...)	
(...)	(...)	(...)	
(...)	(...)		
(...)	(...)		
Constats : <i>Pour rappel, il avait été constaté le 21 février 2023 que l'exploitant n'avait aménagé qu'une seule zone d'accueil pour la minuartie alors qu'il aurait dû en réaliser deux. La zone prévue au nord-est du plan d'eau n'avait pas été réalisée alors qu'elle devait l'être avant fin 2015.</i> Le jour de l'inspection, il a été constaté que l'aménagement au nord-est du plan d'eau a été réalisé (cf. photo en annexe du rapport). L'aménagement a été identifié sur le plan d'exploitation mis à jour le 05 mars 2024 (cf. annexe à ce rapport).			
Type de suites proposées : Sans suite			

2-5) Hors point de Contrôle

L'exploitant est soumis à l'obligation de suivi écologue. Il apparaît qu'aucune visite de suivi écologique n'était prévue entre la réalisation de l'aménagement et l'inspection du 06 septembre 2024. L'inspection rend donc l'exploitant, attentif au fait que la prochaine visite de suivi écologue (imposée tous les 3 ans) devra faire le point sur l'efficacité de cet aménagement.